

- **LEBRIEF : Quelle place pour le secteur privé marocain ?**

**Nabil Jedlane :** Lorsque l'on parle d'investissement, on parle surtout du secteur privé qui reste la principale source d'innovation et d'entrepreneuriat.

L'État et les autres partenaires devraient accompagner le secteur privé dans la réalisation de cet objectif mais ils ne pourraient en aucun moment le remplacer. En plus, à l'échelle internationale, les gouvernements ont atteint des taux d'endettement très élevés, ce qui les empêche de jouer ce rôle.

Au Maroc et dans le cadre du nouveau modèle de développement, le secteur privé est appelé à jouer un rôle **central et citoyen** dans la réalisation des investissements productifs et durables et par conséquent dans la création d'emplois décents. Les banques ont également un rôle particulier à jouer dans la promotion des investissements mais également dans l'inclusion financière.

**Comment booster l'investissement productif, selon vous?**

Le discours du Roi est en lui-même un élément central qui va certainement booster cet investissement parce que l'acte d'investir est avant tout un **acte de confiance** et quant le chef de l'État lance ce type de message, avec une **analyse fine, soutenue et rationnelle**, ça ne peut qu'envoyer un signal de **crédibilité au secteur privé** marocain mais surtout aux investisseurs étrangers et donc augmenter l'implication du secteur privé dans la réalisation de cet objectif, mais également améliorer l'attractivité de notre économie pour les IDE. **Ce qui constitue pour moi une condition nécessaire.**

Le choix de l'emplacement est également très important : le message est adressé aux parlementaires pour justement montrer que **la réalisation cet objectif exige l'implication de toutes les parties prenantes !**

En effet, tous les partenaires doivent jouer leurs rôles et notamment le gouvernement, le Parlement, l'administration, les institutions financières et enfin le secteur privé. Le Parlement devrait jouer son rôle législatif et surtout être une source de proposition et d'accélération de la cadence du processus lancé par le gouvernement et non pas l'inverse. Les institutions

financières et notamment le secteur bancaire devraient jouer leur **rôle citoyen** en tant qu'intermédiaire financier et surtout contribuer à l'amélioration de l'inclusion financière des micros, petites et moyenne entreprises (MPME). L'administration au niveau national mais également régional à travers entre autres les CRI, doit assurer un meilleur accompagnement du secteur privé et faciliter au maximum l'acte d'investir.

Enfin, le secteur privé national et les investisseurs marocains résidant à l'étranger doivent s'inscrire dans cette nouvelle et positive dynamique. Ce qui permettra d'envoyer un signal de confiance et de crédibilité aux investisseurs étrangers.

Pendant la période de confinement causé par la Covid-19, le Maroc a montré au monde entier sa capacité de solidarité, d'adaptation et d'absorption des chocs grâce **aux comportements citoyens** des Marocaines et Marocains et là aussi, c'une nouvelle occasion pour le reconfirmer !